



Extract of Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article4208>

République démocratique du Congo

# Le Canada et la paix en RDC

- Journal des Alternatives - Publications - Communiqués, déclarations, mémoires -

Publication date: vendredi 31 octobre 2008

---

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

---



### **Alternatives se joint à Développement et Paix, le CECI, L'Entraide missionnaire, Justice et Libération - Canada, Oxfam-Québec et Terre sans frontières pour réclamer du gouvernement canadien qu'il mette tout en oeuvre pour sauvegarder les acquis vers la paix en RDC**

Commencés fin août, les combats ont pris de l'ampleur à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) et atteignent maintenant la ville de Goma, capitale de la province du Nord-Kivu. Ils opposent le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) aux Forces armées de la RDC (FARDC) soutenues par la Mission d'observation des Nations Unies au Congo (MONUC). En plus de provoquer une misère sans nom pour des populations qui n'ont pas connu de paix depuis 1994, ces affrontements sont en train de détruire toutes les avancées vers la paix et la démocratisation du pays soutenues à grands frais par la communauté internationale dont le Canada.

Depuis un mois, la violence des combats a jeté hors de leur maison 250 000 personnes qui sont venues s'ajouter au million et demi de déplacés que compte la province, soit près du tiers de sa population totale. Le sort des civils des zones touchées par les combats est dramatique : la MONUC a récemment dénoncé l'utilisation de camps de déplacés comme base d'opération par les rebelles ainsi que l'attaque d'une quarantaine de centres de santé et de 80 convois et installations humanitaires par toutes les parties en violation au droit international. Les organismes de défense des droits rapportent des exécutions sommaires et de nombreux cas de viols. Les humanitaires sont maintenant obligés de quitter les lieux ou de se mettre sous la protection de la MONUC alors que les populations en fuite sont laissées à elles-mêmes.

La MONUC, forte de 17 000 soldats, est dépassée par les événements. Début octobre, Alan Doss, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RDC, a réclaté du Conseil de sécurité plus de troupes et de moyens logistiques pour faire face à la recrudescence des violences ; cette semaine, le nouveau commandant en chef de la MONUC, en poste depuis quelques semaines seulement, a démissionné, dévoilant ainsi les incohérences et l'impuissance de la mission eu égard à son mandat. La MONUC est en effet incapable de remplir ce mandat qui l'autorise maintenant à utiliser la force pour venir à bout de bandes armées, comme le CNDP et les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) toujours présentes au Nord et au Sud Kivu. La population s'en prend maintenant aux soldats de la MONUC qu'elles accusent de faire durer le conflit pour maintenir leur présence bien rémunérée, et de participer aux trafics des matières précieuses et des armes.

Ces événements surviennent alors que venait de se mettre en place un ensemble de mécanismes pour assurer la paix à l'Est du Congo et dans la grande région au titre desquels figurent : le Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la région des Grands Lacs (2006) signé par 11 pays de la région et ratifié cette année. Il est le résultat du processus de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs où le Canada a tenu un rôle de premier plan ; la Déclaration conjointe de Nairobi (novembre 2007) du Rwanda et de la RDC pour régler les principaux litiges qui les opposaient soit la présence des FDLR en RDC, et le soutien du Rwanda au CNDP.

Et enfin, l'Acte d'engagement pour la paix, la sécurité et le développement et le Programme AMANI, signés à la Conférence de Goma de janvier 2008, établissaient un processus de désarmement et de démobilisation et lançaient les jalons d'un programme de reconstruction de la zone. Toutes les bandes armées congolaises, y compris le CNDP, l'avaient accepté. En outre, cette Conférence a rassemblé les représentants de toutes les communautés ethniques des Kivus, des confessions religieuses et de la société civile pour présenter leurs doléances mutuelles. Les représentants des communautés Tutsi, du Sud et du Nord Kivu de même que les représentants des réfugiés Tutsi congolais encore au Rwanda y ont unanimement rejeté la prétention du CNDP à assurer leur sécurité. Début octobre, le CNDP a renié ses engagements et relancé ses opérations militaires pour « la libération de la RDC du

joug du gouvernement actuel. »

Parallèlement, le ton monte entre la RDC et le Rwanda, qui, l'un et l'autre, refusent maintenant de se rencontrer selon des modalités pourtant convenues entre eux. En plus de mettre en péril la sécurité des populations des Kivus, c'est tout le processus de paix entamé depuis 1999 qui est remis en question aujourd'hui.

Les causes des affrontements actuels sont nombreuses et complexes. Parmi les plus importantes, il faut souligner la décomposition de l'État congolais et de son armée, legs du régime de M. Mobutu ; également, la présence continue de milices rwandaises, conséquence de la crise et du génocide rwandais de 1994, qui exploitent les richesses minières et terrorisent les populations civiles des deux provinces. Enfin, les ambitions du CNDP, soutenu par le Rwanda, qui contrôle militairement une portion toujours plus grande du territoire du Nord-Kivu.

Il est plus que temps de mettre en pratique les résolutions des Nations Unies, de faire respecter le droit international ainsi que les engagements des dirigeants nationaux et des chefs de guerre qui continuent de sévir à l'Est du Congo. La communauté internationale dont le Canada qui s'est impliqué de différentes manières dans les processus de paix et de démocratisation de la RDC et de la région, doivent aujourd'hui se mobiliser pour sauvegarder les acquis de leurs interventions et apporter les réponses nécessaires pour faire disparaître tous les groupes armés de la RDC.

Nous reprenons à notre compte l'appel de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) qui invite la communauté internationale « à prendre des mesures effectives et efficaces - et elle en a les moyens - pour obliger les bandes armées à respecter les actes auxquels elles ont souscrit. De cette façon, elle dissuadera toute velléité d'atteinte à l'intégrité de notre territoire national. »

Le gouvernement du Canada ne peut détourner son attention de cette crise et il doit renouer avec sa tradition, hautement respectée, d'être un acteur significatif des missions de paix dans le monde. A cet effet, il doit s'impliquer activement pour régler cette crise en menant ces actions :

- ▶ réclamer du Conseil de sécurité qu'il fournisse les moyens nécessaires à la MONUC pour lui permettre de remplir efficacement son mandat ;
- ▶ soutenir la proposition de déployer à l'Est de la RDC une force internationale d'urgence ayant pour mandats premiers d'assurer la protection des civils et de mettre fin aux menaces que constituent les groupes armés au Congo, CNDP et FDLR ;
- ▶ participer à cette force internationale comme il l'avait déjà fait lors de l'Opération Artémis en juin 2003 pour empêcher l'extension du conflit en Ituri ;
- ▶ faire pression sur les gouvernements de la RDC et du Rwanda pour qu'ils reprennent le dialogue suivant les accords signés et les mécanismes déjà acceptés ;
- ▶ réclamer du Conseil de sécurité une enquête sur le commerce illicite des minerais pour en identifier les auteurs et les bénéficiaires ;

Depuis quelques années, le Canada a consacré des ressources très importantes pour restructurer son armée. Ces efforts ne peuvent servir uniquement aux opérations dans une seule partie du monde. Participer à une mission pour ramener la paix et sauver la vie de milliers d'Africains et d'Africaines constitue toujours, pour une grande partie de la population, un objectif fondamental de la politique étrangère canadienne.

PS:

*1- Le Canada fournit 9 personnes à la MONUC et contribue à son financement. Il a soutenu le processus électoral en RDC ; Il a pris la responsabilité de coordonner, avec les Pays Bas, le Groupe des Amis des Grands Lacs qui a supporter la CIRGL. Il a appuyé la Mission de Paix*

*au Burundi, et a fourni une soixantaine de soldats à la force internationale d'urgence, l'Opération Artémis en juin 2003, en Ituri.*

*2- Déclaration de la Conférence épiscopale du Congo sur la reprise des hostilités à l'Est et au Nord-Est de la RD Congo, Kinshasa, 13 octobre 2008.*